

L'ambition politique d'Antonio Negri
Philosophie radicale et mouvement altermondialiste

Francis Dupuis-Déri¹

Professeur de science politique

Université du Québec à Montréal

Le mouvement «altermondialiste» — aussi nommé «antimondialisation» ou «mouvement des mouvements» — s'est imposé comme force politique à partir du milieu des années 1990, tout particulièrement lors du soulèvement des zapatistes dans le Chiapas mexicain, le 1^{er} janvier 1994², puis lors de la fameuse «Bataille de Seattle» du 30 novembre 1999, qui opposa les détracteurs de l'Organisation mondiale du commerce aux policiers et aux gardes nationaux, et enfin à l'occasion du premier Forum social mondial, à Porto Alegre, en 2001. Cette turbulence a provoqué une onde de choc chez certains essayistes et philosophes politiques, tout comme le mouvement de contestation des années 1960 en Occident avait stimulé la réflexion d'un Herbert Marcuse au sujet du «droit de résistance» et des (im)possibilités révolutionnaires de son époque³.

De tous les auteurs contemporains associés au mouvement des mouvements⁴, Antonio Negri est sans doute celui que la postérité retiendra comme le principal intellectuel du mouvement altermondialiste. Vingt-cinq ans avant la Bataille de Seattle, Negri était déjà un auteur important et politiquement engagé, alors aux côtés de la frange «autonome» de l'extrême gauche italienne qui s'organisait en marge et en rupture des institutions communistes traditionnelles, comme le Parti communiste et les grands syndicats. La rhétorique révolutionnaire de Negri servira d'excuse pour l'arrêter en avril 1979, avec des centaines d'autres militants et

¹ Les premières versions de ce texte ont été élaborées alors que j'étais au département de science politique du Massachusetts Institute of Technology (MIT) à Boston, avec l'aide financière du Centre de recherche en sciences humaines du Canada (CRSH), et au Centre de recherche en éthique de l'Université de Montréal (CRÉUM), et elles ont été présentées au colloque «Perspectives philosophiques sur la mondialisation» (Université du Québec à Montréal, octobre 2003), ainsi qu'au séminaire de théorie politique de Montréal (Université de Montréal et Université McGill, 2004) et au séminaire du CIRCEM (Université d'Ottawa, 2004). Je tiens également à remercier Julie Châteauevert et Thomas Déri pour leurs commentaires critiques de versions préliminaires de ce texte.

² Journée de l'entrée en vigueur de l'Accord de libre échange nord-américain.

³ Herbert Marcuse, *Vers la libération*, Paris, Minuit, 1969.

⁴ Pour une présentation d'autres auteurs, voir : Chiara Bonfiglioli, Sébastien Budgen (dirs.), *La planète altermondialiste*, Paris, Textuel, 2006.

intellectuels, dans la vague de répression qui suivra l'assassinat par les Brigades rouges d'Aldo Moro, chef de la Démocratie chrétienne et ancien Premier ministre. Negri avait été identifié par l'État italien comme l'un des instigateurs intellectuels de la violence terroriste, même si Negri avait critiqué les Brigadistes pour leur élitisme, leur reprochant de chercher à privilégier leur action minoritaire «avant-gardiste» plutôt qu'un mouvement populaire de masse. Negri sera détenu sans procès pendant 4 ans, puis relâché en 1983 en raison de son élection au Parlement comme député du Parti radical. Toujours menacé de poursuite judiciaire, il décide de s'exiler en France, où il évolue pendant 14 ans dans la mouvance intellectuelle néomarxiste (Louis Althusser) et poststructuraliste (Michel Foucault, Gilles Deleuze). Il discute Marx et Spinoza et la démocratie directe, sous l'angle du concept du «pouvoir constituant». Il rentre volontairement et publiquement en Italie en 1997, pour y dénoncer la répression politique et participer au débat sur les «années de plomb». Comme prévu, il est immédiatement arrêté, et sera assigné à résidence surveillée pendant plusieurs années⁵.

En 2000, il signe avec l'Américain Michael Hardt *Empire*, un ouvrage de philosophie politique volumineux et ambitieux. Les deux auteurs récidivent en 2004 avec *Multitude*. Ces deux livres font de Negri l'un des auteurs les plus visibles au sein d'une mouvance philosophique floue qui regroupe divers auteurs, dont Miguel Benesayag, Tim Jordan et John Holloway, et qui propose aux activistes altermondialistes un ensemble d'innovations conceptuelles pour les aider à mieux comprendre le système qu'ils combattent et le projet alternatif qu'ils proposent. Le travail théorique de Negri d'hier à aujourd'hui est en grande partie influencé par ses ambitions politiques à l'égard des mouvements sociaux auxquels il s'identifie. L'objectif de la présente discussion est précisément d'analyser la position d'Antonio Negri au sein du mouvement intellectuel qui accompagne le mouvement des mouvements et le rapport politique qu'entretient la pensée de Negri avec ce mouvement. Plus spécifiquement, j'entends étudier Negri en m'inspirant librement de l'approche méthodologique «contextualiste» de l'école de Cambridge (Quentin Skinner) qui pratique l'étude de l'histoire des idées politiques.

L'approche contextualiste considère que les grands philosophes et leurs concepts prennent sens dans le contexte culturel et politique où ils ont vécu. L'historien doit tenter de dégager leur intention d'auteur à la lumière des débats entre pamphlétaires et des luttes entre forces politiques auxquels ils s'identifiaient ou s'opposaient. Selon Skinner, il importe de dévoiler l'*intention politique* de l'auteur étudié, qui est nécessairement un acteur politique qui polémique et partage

⁵ Antonio Negri, *Exil*, Paris, éd. Mille et une nuits, 1998.

un répertoire de concepts avec les auteurs «mineurs» de son époque. Le discours du philosophe a une fonction *performative*, c'est-à-dire que le philosophe choisit et utilise des mots dans la mesure où il considère qu'ils auront un impact sur les rapports de forces politiques de son époque.

L'œuvre récente d'Antonio Negri pourrait être analysée à la lumière de l'approche straussienne (Negri en tant que grand esprit, dialoguant avec Spinoza et Marx, par exemple) ou systémique (Negri en tant que prophète-philosophe d'une ère nouvelle, d'un nouveau système économique — post-fordiste — et politique — l'Empire — face à un nouveau sujet révolutionnaire — la multitude). Sans prétendre proposer ici la seule lecture valable et valide de l'œuvre récente de Negri, j'entends privilégier l'approche contextualiste en l'articulant à l'approche réceptionniste (le mouvement altermondialiste en tant qu'interprète de Negri). Negri s'identifie d'ailleurs lui-même comme un acteur politique dont les mots et les concepts sont des armes qu'il veut mettre au service d'un mouvement social et d'une cause. Gérard Boismenu notait déjà en 1980 que les arguments et propositions théoriques du Negri des années 1970 étaient «conditionnés par l'immédiateté des retombées politiques escomptées. [...] [L]'argumentation [...] est déterminée premièrement par les objectifs politiques poursuivis et par l'état du débat politique⁶.» Il y a chez Negri une ambition politique revendiquée et il se dit conscient que chaque conceptualisation crée une typologie d'acteurs, d'objets, d'actions et de valeurs politiques qui implique un processus d'évaluation normative. Negri indique explicitement que les nouvelles définitions de mots (Empire, multitude) qu'il propose participent d'«un travail d'éclaircissement linguistique⁷» qui doit permettre de poser les questions politiques différemment et d'identifier de nouveaux problèmes, de nouvelles forces et de nouvelles solutions. Negri se pense donc comme un auteur en contexte. Mieux encore, il a su s'attirer la sympathie de plusieurs intellectuels qui se dévouent à la diffusion de ses thèses, regroupés en France autour de la revue *Multitudes* — dont l'un des objectifs éditoriaux est de «discute[r] et [d']enrichi[r] les débats ouverts par Negri et Hardt dans *Empire* et *Multitude*» — et au Québec autour de *Conjonctures*, les membres de cette revue organisant des tournées dans les collèges pour faire connaître Negri. Il faut souligner que la commercialisation autour du livre *Empire* cherche à solidifier le lien entre Negri et le mouvement altermondialiste. Ainsi, la version

⁶ Gérard Boismenu, «Recension de : *La classe ouvrière contre l'État*», *Revue canadienne de science politique*, vol. 13, no. 1, 1980, p. 191.

française en format poche d'*Empire* (éditions 10/18) est agrémentée d'un bandeau intitulé «Le manifeste de l'altermondialisation». Je proposerai en conclusion une évaluation de la réception de ce travail chez les activistes, qui éclairera les limites de la performativité du discours négriste. C'est alors qu'il sera possible d'adopter certaines méthodes de recherche propres à la sociologie politique — entrevues avec des militants, par exemple — pour adapter l'approche contextualiste de Quentin Skinner au temps présent et mieux évaluer les rapports et les tensions qu'entretiennent les thèses de Negri et son contexte politique.

Contexte

C'est un truisme de dire que les années 1990 ont été marquées par l'effondrement de la légitimité de la théorie marxiste traditionnelle, à l'exception de quelques tentatives de sauvetage. À l'extrême gauche, ce chamboulement politique et théorique a laissé la voie plus libre pour les penseurs moins orthodoxes, héritiers conscients ou non de la tendance libertaire de la pensée socialiste, et dont les écrits évoquent les thèses de l'anarcho-communisme et du socialisme utopiste de la fin du XIXe siècle, et de la tradition des conseils ouvriers et du «gauchisme» au XXe siècle, privilégiant toutes des modes d'organisation collective horizontaux, c'est-à-dire anti-hiérarchiques et anti-autoritaires. Les thèses des intellectuels radicaux associés au mouvement altermondialisation font aussi écho aux analyses de la sociologie politique des Nouveaux mouvements sociaux — étudiants, féministes, écologistes, pacifistes, homosexuel-le-s — qui identifient dès les années 1960 et 1970 trois phénomènes marquants : (1) un déclin de la classe «ouvrière» comme sujet politique hégémonique, (2) une valorisation de la diversité et de l'individualisme au sein même des mouvements sociaux et (3) une forme d'engagement militant privilégiant les associations libres (groupes d'affinité) et, surtout, les organisations antiautoritaires, égalitaires et horizontales⁸.

Si Antonio Negri pensait encore au début des années 1970 que l'ouvrier fordiste occupe une place hégémonique parmi les forces potentiellement révolutionnaires, il remplacera quelques années plus tard l'idée d'«ouvrier de masse» — celui de l'usine — par celle de l'«ouvrier

⁷ Antonio Negri (entretien réalisé par Anne Dufourmantelle), *Du retour : Abécédaire biopolitique*, Paris, Calmann-Lévy, 2002, p. 83.

⁸ Voir le chapitre 6 — «Social Movements and Organizational Form» — dans Donatella della Porta & Mario Diani, *Social Movements: An Introduction*, Oxford, Blackwell publishers, 1999, ainsi que Francesca Polletta, *Freedom Is*

social», un concept qui désigne un vaste prolétariat auquel sont amalgamés les jeunes, les femmes, les travailleurs à temps partiel et précaire, les travailleuses domestiques, les chômeurs, etc.⁹. Ce virage conceptuel est influencé par le mouvement *Autonomia Operaia* (autonomie ouvrière), qu'en retour Negri cherche à influencer¹⁰. L'analyse de Negri rejoint celle de Marcuse, par exemple, pour qui les marginaux sont porteurs d'un fort potentiel de révolte. Les thèses de Negri se rapprochent alors également de celles de compatriotes comme Romano Alquati, qui avait lancé l'expression «ouvrier socialisé» dès le début des années 1970, et de Franco Berardi, qui avait dès 1974 — suite au mouvement de grève de l'usine Mirafiori de FIAT, en mars 1973 — indiqué que l'intellectuel et le technicien spécialisé qui produisent surtout de l'information jouaient un rôle central dans la classe ouvrière¹¹. L'«ouvrier de masse» incarne alors une sorte d'aristocratie du travail, face aux précaires et aux marginaux. Selon cette nouvelle approche plus sociale et moins économique, la domination capitaliste s'étendrait à l'ensemble de la vie sociale. Conséquence : la lutte ne se déroule pas seulement dans le champ économique, mais englobe les choix de modes de vie, parce qu'elle se déroule au quotidien et de façon transversale au sein des communautés. Selon Negri, l'«ouvrier social» a pour objectif de vivre ici et maintenant comme un communiste, mais la violence révolutionnaire reste un moyen d'émancipation.

Vers 2000, le mouvement altermondialiste est accompagné par deux tendances intellectuelles, l'une plus réformiste qui espère sauver le projet de la social-démocratie en favorisant une démocratie libérale plus participative, l'autre qui se dit anticapitaliste et favorise la démocratie directe, voire l'anarchie. Les intellectuels radicaux proches du mouvement altermondialiste poursuivent un développement philosophique qui reprend des préoccupations théoriques et politiques des marxistes antiautoritaires des années 1970, même si le vocabulaire

an Endless Meeting, Columbia University Press, 2003; Geoffrey Pleyers, «Des *black blocks* aux alter-activistes : Pôles et formes d'engagement des jeunes altermondialistes», *Lien social et politiques*, 51, printemps 2004.

⁹ Pour quelques analyses des mouvements révolutionnaires et des théories marxistes de l'Italie des années 1970, ainsi que du rôle joué par Negri, voir : Alex Callinicos, «Toni Negri in perspective», Gopal Balakrishnan (dir.), *Debating Empire*, Londres : Verso, p. 121-143 ; Jean-Marc Piotte, «Le cheminement politique de Negri», Marie-Blanche Tahon et André Corten (dirs.), *L'Italie: le philosophe et le gendarme. Classe ouvrière, État, autonomie*, Montréal: VLB Éditeur, 1986, pp. 17-35 ; et surtout : Steve Wright, *Storming Heaven : Class Composition and Struggle in Italian Autonomist Marxism*, Londres, Pluto Press, 2002.

¹⁰ Sur l'autonomisme en général, voir George Katsiaficas, «The necessity of Autonomy», *New Political Science*, vol. 23, no. 4, 2001, p. 547-553. Sur le mouvement *Autonomia* en Italie, voir Wright, *Storming Heaven : Class Composition and Struggle in Italian Autonomist Marxism*. Sur le mouvement *Autonomen* en Allemagne, voir George Katsiaficas, *The Subversion of Politics: European Autonomous Social Movements and the Decolonization of Everyday Life*, New Jersey, Humanities Press International Inc., 1997.

¹¹ Wright, *Storming Heaven : Class Composition and Struggle in Italian Autonomist Marxism*, p. 163.

— les concepts — tend à changer. D'un point de vue théorique, il est important de souligner l'impact d'auteurs poststructuralistes comme Michel Foucault et Gilles Deleuze sur la mouvance intellectuelle radicale d'aujourd'hui. Negri a d'ailleurs entretenu des liens personnels avec les grandes figures du poststructuralisme français, ayant été hébergé au début de son exil en France par Deleuze, qui signera de plus une préface du livre de Negri sur Spinoza. D'un point de vue plus théorique, Negri fait référence de façon abondante aux travaux des poststructuralistes français qui inspirent aussi d'autres auteurs radicaux, comme Benasayag. Le potentiel qu'offre le poststructuralisme à la philosophie politique libertaire avait été étudié dès 1994 par Todd May, dans son ouvrage *The Political Philosophy of Poststructuralist Anarchism*, véritable annonce théorique des travaux à venir de Benasayag, Holloway, Jordan et Negri. Selon May, l'incorporation des thèses de Foucault et Deleuze à l'anarchisme permettrait à cette philosophie politique d'abandonner sa conception stratégique des luttes politiques au profit d'une conception plus tactique, mieux adaptée à ses principes fondamentaux et à l'époque actuelle. Ce changement permettrait à l'anarchisme d'être au diapason de la postmodernité où les métaprojets de révolution globale sont à la fois en dissonance avec l'esprit de l'époque et en décalage avec les possibilités politiques réelles (cette lecture post-structuraliste de l'anarchisme a été critiquée, et sa prétention à l'innovation mise en doute, par plusieurs auteurs¹²). Ainsi conçu, le projet de la prise du pouvoir est donc abandonné au profit d'une lutte politique sur une multitude de fronts à travers des engagements tactiques, plutôt que stratégiques¹³. Dans un style plus poétique, l'auteur américain Hakim Bey, encore influent aujourd'hui auprès du mouvement des mouvements, avait proposé un virage libertaire dès 1985, avec *T.A.Z. : The Temporary Autonomous Zone, Ontological Anarchy, Poetic Terrorism*, réédité depuis à plusieurs reprises¹⁴. S'inspirant librement de l'histoire des pirates du XVIIIe et XIXe siècles¹⁵, il rejette l'idéal révolutionnaire par définition suicidaire¹⁶ et propose aux rebelles de créer des «Zones autonomes

¹² Voir, entre autres : Allan Antliff, «Anarchy, power and poststructuralism», *SubStance #113*, vol. 36, no. 2, 2007 ; Ruth Kinna, «Fields of vision : Kropotkin and revolutionary change», *SubStance #113*, vol. 36, no. 2, 2007.

¹³ Todd May, *The Political Philosophy of Poststructuralist Anarchism*, University Park [PEN], Pennsylvania State University Press, 1994.

¹⁴ Hakim Bey, *TAZ : Zone autonome temporaire*. Paris, l'Éclat, 2002.

¹⁵ Bey donne en exemple les communautés des pirates, s'organisant en marge et entretenant un esprit de fronde à l'égard de l'autorité. Voir aussi : Do or Die, *Bastions pirates : Une histoire libertaire de la piraterie*, Bruxelles, Aden, 2005.

¹⁶ Il préfère donc le concept d'«insurrection» à celui de «révolution», conscient que l'insurrection est souvent pensée comme l'échec d'une révolution. Bey renverse l'équation, précisant que toutes les révolutions ont échoué puisqu'elles n'ont jamais permis d'abolir le pouvoir, mais seulement de remplacer une élite par une autre.

temporaires», véritables îlots de liberté. Même si Bey a refusé de définir explicitement le concept, on comprend que ces «Zones autonomes temporaires» doivent être conçues comme des parcelles d'espace-temps réelles ou virtuelles libérées temporairement de l'emprise des pouvoirs économiques et politiques. Bey s'inscrit clairement dans la tradition du socialisme utopique et il a influencé les intellectuels radicaux proches du mouvement altermondialistes¹⁷, ainsi que des militants qui font régulièrement référence aux «Zones autonomes temporaires» dans leurs discours et leurs analyses. Ce contexte particulier — bagage théorique influencé par les luttes sociales de l'Italie des années 1970, effondrement du marxisme orthodoxe, consolidation des thèses poststructuralistes — aura une influence importante sur les thèses développées par Negri au sujet des luttes du mouvement altermondialisation.

La prise en compte du contexte politique et conceptuel doit aussi tenir compte du discours rival, par rapport auquel se positionnent les auteurs politiques radicaux. Les années 1980 sont marquées, en termes idéologiques, par le succès du discours «néo-libéral», inspiré d'économistes comme Frederich Hayek. Divers leaders politiques, au premier chef M. Thatcher et R. Reagan, vont commencer à affirmer que la «mondialisation» économique exerce une telle influence que les autorités politiques n'ont plus le choix («*There is no alternative*», disait Thatcher) que de réduire les dépenses de l'État et de libéraliser les marchés dans les domaines de la finance, de la production et du commerce (la main d'œuvre restera en grande partie bloquée aux frontières). Rapidement, les partis de «gauche» qui accèdent au pouvoir un peu partout en Occident dans les années 1990 vont reprendre le même discours et leurs leaders vont accélérer le processus de mondialisation des marchés lors de grands sommets économiques¹⁸.

Sur le plan de la gestion d'entreprise, le «nouvel esprit» du capitalisme (Boltanski & Chiapello) reprend à son compte des concepts hérités de la gauche libertaire des années 1960-70, et parle maintenant — surtout pour les cadres intermédiaires — d'«autonomie» et de «réalisation personnelle», de «participation» et d'organisation horizontale. Même l'idéal de «révolution» est repris par le discours managérial et politique¹⁹. Le Premier ministre conservateur Mike Harris de l'Ontario a présenté ses politiques d'austérité sous le slogan de «la révolution du bon sens» et les

¹⁷ M. Benasayag & D. Sztulwark (*Du contre-pouvoir*, Paris, La Découverte, 2003, p. 163) font par exemple eux aussi références aux pirates, lorsqu'ils concluent leur livre par cette phrase : «Salut fraternel à tous les frères et sœurs de la côte», une formule traditionnelle chez les pirates.

¹⁸ Serge Denis, *Social-démocratie et mouvements ouvriers : la fin de l'histoire ?*, Montréal, Boréal, 2003.

¹⁹ Hugues Jallon, «De la résistance à la dissidence : les voies étroites de la contestation globale», *Mouvements*, no. 25, janvier-février 2003, p. 45.

Démocrates aux États-Unis nomment «révolution centriste» leur virage à droite opéré sous Bill Clinton. «Je suis un révolutionnaire», dira pour sa part John S. Reed, patron de Citicorp (*The New York Times*, 20 décembre 1999), alors que E*Trade publie en 1999 un rapport au titre évocateur : *From One Revolution To The Next*. On y apprend que la prochaine révolution aura pour objectif de «démocratiser» les services financiers pour niveler la différence entre «ceux qui ont tout» et «ceux qui n'ont rien». «De l'audace ! La révolution continue !»²⁰

Innovations conceptuelles

En dépit de leur marxisme peu orthodoxe et anarchisant, les auteurs radicaux associés au mouvement altermondialiste ne s'identifient pas tous — loin s'en faut — comme «anarchistes». Antonio Negri, par exemple, se distancie et critique l'anarchisme²¹ et parle avec Michael Hardt de «l'irrépressible joie d'être communiste²²». Benasayag et Sztulwark, dans le même esprit, déclarent que le «communisme» est «la tendance de ce qui est proprement humain²³». Ce type de déclarations mène la critique Yolen Dilas à parler du «néo-communisme» de Negri²⁴. Cela dit, il s'agit dans tous ces cas d'un communisme en principe très égalitaire et libertaire, dépouillé des références à une élite éclairée, à la primauté d'un Parti ou encore à la dictature du prolétariat, voire à la lutte de classe, et qui poursuit dans la foulée des années 1970 la réflexion sur le potentiel politique des franges marginalisées de la société et leur tendance à privilégier une organisation et une coordination sociale antiautoritaire et horizontale. Faisant écho à la sensibilité du mouvement autonome, une grande importance est encore aujourd'hui accordée à l'autonomie politique des acteurs face à l'État et aux institutions traditionnelles, comme les partis et les syndicats. Les auteurs discutés ici insistent fortement sur l'esprit antiautoritaire du mouvement altermondialiste, Benasayag et Sztulwark affirmant qu'il faut «résister sans maître» et «créer un communisme libertaire»²⁵. Plusieurs auteurs identifient le pouvoir politique de l'État plutôt que le pouvoir économique du Capital comme obstacle premier à l'émancipation humaine,

²⁰ Thomas Frank, *Le marché de droit divin*, Montréal, Lux, 2003, p. 131.

²¹ M. Hardt, A. Negri, *Multitude : Guerre et démocratie à l'âge de l'Empire*, Montréal, Boréal, 2004, p. 260, et Daniel Bensaïd, *Résistances : Essai de taupologie générale*, Paris, Fayard, 2001, p. 195.

²² M. Hardt & A. Negri, *Empire*, Paris, Exil, 2000, p. 496.

²³ Benasayag & Sztulwark, *Du contre-pouvoir*, p. 103 (voir aussi p. 106 et p. 137).

²⁴ Yolen Dilas, «Le néo-communisme de Toni Negri», *Communisme*, nos. 72-73, 2002-2003.

²⁵ Benasayag et Sztulwark, *Du contre-pouvoir*, p. 151-152.

ce qui les rapprochent encore plus de la tendance anarchiste du communisme et les éloignent d'autant de la tradition marxiste²⁶.

Quant à la mondialisation, l'analyse de ce phénomène a requis des innovations conceptuelles pour affiner la performativité du discours critique et favoriser la mobilisation de la contestation. Aujourd'hui, et malgré des particularités évidentes selon les auteurs, leurs réflexions s'articulent plus ou moins autour des mêmes thèmes et il est possible de synthétiser leurs propos comme s'ils participaient d'une philosophie générale qui s'articule autour de quatre nouveautés conceptuelles qui doivent permettre de saisir la réalité politique contemporaine : (1) un nouveau système propre à l'époque postmoderne²⁷ (la «mondialisation» ou l'«Empire»); (2) un nouveau sujet (pluriel) historique, qui doit remplacer le «peuple» ou la «nation» comme sujet politique porteur du projet d'émancipation (le «peuple de Seattle» le «mouvement altermondialiste» ou la «multitude»); (3) un nouveau projet d'émancipation qui consiste à créer des lieux de «contre-pouvoir» ou d'«anti-pouvoir» plutôt que de chercher à prendre le pouvoir. Enfin, (4) un nouvel horizon d'espoir, l'émancipation n'étant plus annoncée pour un lendemain qui chante mais devant trouver à s'incarner «ici et maintenant» («Zones autonomes temporaires»). Les quatre nouveautés conceptuelles seront ici présentées comme s'articulant plus ou moins précisément les uns aux autres, même si Negri et les divers auteurs de la nouvelle philosophie radicale exercent des influences inégales dans l'élaboration et la diffusion de ces divers concepts, et n'y font pas tous référence. Negri, par exemple, est connu pour avoir influencé tout particulièrement le développement des concepts d'Empire et de multitude. Dans la section suivante, le rôle de Negri et de ses concepts sera analysé à la lumière de cette production conceptuelle générale et de la réception qu'en font les militants du mouvement altermondialisation.

²⁶Michael Rustin, «*Empire: A postmodern theory of revolution*», *New Political Economy*, vol. 7, no. 3, 2002, p. 452. Il n'est dès lors pas surprenant que l'anarchiste autoproclamé Andrew Flood apprécie la touche anti-autoritaire du livre *Empire* de Hardt et Negri (Andrew Flood, «Is the Emperor Wearing Clothes? A Review of Negri and Hardt's *Empire* from an Anarchist Perspective», 2002, <www.struggle.ws/pdf.html>) et que le militant et théoricien anarchiste Daniel Colson admet que la lecture que fait Negri de Spinoza tend à première vue vers l'anarchisme (Daniel Colson, «Lectures anarchistes de Spinoza», *Réfractations*, no. 2). Très critique des «nouvelles radicalités», Philippe Raynaud note lui aussi le ton «libertaire» du travail de Negri (P. Raynaud, «Les nouvelles radicalités : De l'extrême gauche en philosophie», *Le Débat*, no. 105, mai-août 1999, p. 114). Gilles Labelle va même jusqu'à avancer que l'altermondialisme est une idéologie et une force individualiste qui concourt avec le néolibéralisme et la capitalisme à fragmenter la société (Gilles Labelle, «Essai sur l'idéologie dominante de la démocratie avancée (ou : à quoi sert le différentialisme ?)», Stéphane Vibert [dir.], *Pluralisme et démocratie : Entre culture, droit et politique*, Montréal, Québec Amérique/Chaire de recherche du Canada en études québécoises et canadiennes, 2007 p. 123-125).

Un nouveau système (l'Empire)

À gauche et à droite, politiciens, militants et intellectuels partagent cette conviction que nous vivons dans un monde profondément influencé par un nouveau système économique transnational, *mondialisé*. Les concepts de «globalisation» ou de «mondialisation» sont plutôt neutres en termes normatifs et leurs potentiels performatifs faibles pour ceux qui veulent critiquer ce phénomène. En fait, ces concepts évoquent même des valeurs progressistes comme le cosmopolitisme et l'internationalisme, ce qui explique pourquoi les militants tentent de se débarrasser de l'étiquette d'«antimondialisation»²⁸. Negri a proposé le concept d'Empire qui évoque les processus plus négatifs de conquête et de domination économique, culturelle et politique. Chez Negri, le concept d'Empire désigne «un transfert de souveraineté des États-nations vers une entité supérieure», plus précisément vers les institutions supranationales qui gèrent la mondialisation du capitalisme à une époque d'«hyperglobalisation». Il y a un transfert de la souveraineté des États vers des institutions officielles — Fonds monétaire international, Banque mondiale, Organisation mondiale du commerce, etc. — qui prennent les décisions importantes en matières monétaires, militaires, culturelles et politiques et qui les imposent aux États. Dans l'Empire, l'économique détermine le politique, mais les États possèdent encore un bras armé qui sert de rempart ultime contre les assauts de la multitude dans l'éventualité où les processus de contrôle ne seraient pas suffisants pour maintenir l'ordre et l'obéissance. Au sein de l'Empire, on ne mène pas tant des guerres que des opérations policières pour y maintenir l'ordre impérial. La notion d'Empire chez Hardt et Negri est indissociable de celles de «paix» et d'«éthique», d'une part, et d'«état d'exception» et de «police» d'autre part (voir les deux premiers chapitres d'*Empire* et le début de *Multitude*).

Cet Empire est un objet historique : il se forme suite à la Guerre froide dont la fin permet une plus grande concentration du capital transnational et la mise sur pied d'opérations militaires de gestion de crises (dans le Golfe persique et dans les Balkans, par exemple). Contrairement à un État-nation ou à l'empire colonial de pays comme la France ou la Grande-Bretagne, l'Empire

²⁷ Certains radicaux discutés ici sont méfiants à l'égard du concept de «postmodernité» (Benasayag et Sztulwark, *Du contre-pouvoir*, p. 9).

²⁸ Le passage d'«antimondialisation» à «altermondialisation» a d'ailleurs été planifié par les activistes, qui ont plutôt réussi à s'autodésigner à partir de 2003. Voir : Mireille Elchacar, *Le vocabulaire de l'antimondialisation dans*

n'a pas de dehors. La souveraineté de l'Empire dépasse les formes de souveraineté classique qu'incarnaient les régimes politiques de la typologie traditionnelle : monarchie, aristocratie et démocratie. Ces formes peuvent exister au sein de l'Empire (le G8 relève par exemple de l'esprit aristocratique), mais l'Empire ne se résume jamais à l'une d'elles. Le pouvoir de l'Empire a la particularité de s'articuler de façon très flexible et non centralisée et de fonctionner en réseaux, ce qui lui permet de mieux exploiter à son profit l'inventivité de la multitude et de gérer les identités hybrides. S'inspirant de Michel Foucault, Hardt et Negri indiquent que le passage de la modernité à la postmodernité marque aussi un passage d'une «société disciplinaire» où les appareils normalisateurs sont l'école, l'armée, l'usine ou la prison, à une «société de contrôle», où les normes produites et diffusées par diverses pratiques sociales et culturelles sont intériorisées. Il ne faut toutefois pas exagérer l'emprise de l'Empire et le considérer comme un monde fini, car il ne marque pas la fin de l'histoire. La preuve que l'Empire n'est pas totalement hégémonique, c'est que nous pouvons penser et critiquer notre propre aliénation.

Un nouveau sujet historique (la multitude)

Nombre d'intellectuels radicaux s'intéressent avant tout aux militants, que ce soit ceux du mouvement altermondialisation ou ceux des communautés autochtones — comme les zapatistes — qui résistent à la mondialisation du capitalisme. Negri discute lui aussi du mouvement altermondialisation, mais il s'y intéresse dans la mesure où il participe d'un nouveau sujet global, la «multitude». Ce concept est puisé dans l'histoire de la philosophie politique occidentale, et il permettrait selon Negri de désigner et de penser le nouveau sujet — nécessairement pluriel — d'émancipation, qui vient prendre la place dans le monde postmoderne du «peuple», de la «nation» ou même du «prolétariat». Le concept de «multitude» a au moins trois sens : ontologique, économique et politique :

(1) *Ontologique* : l'être de la multitude est par nature hétérogène et pluriel et il ne s'exprime et prend sens qu'à travers le travail en commun, la coopération et le réseautage. La multitude est un principe d'auto-organisation de la diversité qui n'a jamais comme conséquence une unification totale du pluriel qui s'exprimerait d'une seule voix. La voix de la multitude est nécessairement polysémique et dialogique parce que la multitude est composée de singularités qui fonctionnent

par nature en réseaux à travers lesquels est produite l'intelligence humaine (langages, information, idées) ou *General Intellect*²⁹.

(2) *Économique* : la multitude désigne l'ensemble de la force créative³⁰, plus spécifiquement des producteurs du *general intellect*. Il s'agit d'un concept économique et de classe sociale. Au sein de la multitude, tout individu participe à la production économique en tant que producteur d'information et de discours. La pensée est considérée comme un produit commun et un bien public, résultant de l'accumulation dynamique des savoirs, des connaissances, voire des valeurs, que développe la multitude au travail (le travail étant ici pris dans son sens le plus large). On retrouve ici un thème cher aux anarchistes classiques comme Pierre Kropotkine, Élisée Reclus et Alexandra Néel-David. Selon eux, la production d'aujourd'hui n'est possible qu'en vertu du travail et de la production des générations précédentes : défrichage des terres, construction de routes et de ponts, invention de l'écriture, des mathématiques et des machines et production de nourriture nécessaire pour faire vivre les inventeurs, les travailleurs et les investisseurs. Résultat des efforts de l'ensemble de l'humanité, passée et présente, la production et la richesse d'aujourd'hui devraient nécessairement être considérées comme des biens communs.

(3) *Politique* : le système économique d'aujourd'hui est injuste, selon Negri, parce que l'Empire — qui ne produit rien — exploite la production de la multitude³¹. En tant que force productive de travail immatériel qui fonctionne spontanément en réseau, la multitude n'aurait pas besoin de structure autoritaire et hiérarchique pour se réguler et maximiser sa productivité, tout au contraire. La production économique de la multitude s'exprime sous forme de «biopolitique», qui évoque chez Negri une production induite par la *totalité* de la vie. Or cette production — créativité — de la multitude qui puise dans la vie elle-même serait maximalisée dans la mesure où le déploiement en réseaux serait anarchique, c'est-à-dire libre et égalitaire³².

²⁹ Virno et Negri emploient tous deux l'idée de *General intellect*, empruntée à Karl Marx (Antonio Negri, «Pour une définition ontologique de la multitude», *Multitudes*, no. 9, 2002 et Paolo Virno, *Grammaire de la multitude*, Paris, Éclat, 2002; ainsi que Benasayag et Sztulwark, *Du contre-pouvoir*, pp. 97-103). Virno (pp. 27-28) sait qu'il se démarque d'une longue tradition selon laquelle la pensée serait une activité isolée et solitaire, qui nous sépare de nos semblables.

³⁰ Negri, *Du retour : Abécédaire biopolitique*, p. 150 et A. Negri, «Pour une définition ontologique...», pp. 37-38.

³¹ C'est ce qui amène un critique comme Jacques Rancière à voir dans *Empire* le dernier avatar du marxisme entendu comme «théorie des forces productives» - les dites forces incluant cette fois la totalité du vivant humain (voir «Peuple ou multitudes?», *Multitudes*, 9, mai-juin 2002).

³² La multitude est un sujet plus englobant que celui, par exemple, de l'ouvrier social des années 1970, mais il en reprend plusieurs caractéristiques sociologiques et politiques. Andreas Kalyvas, «Feet of Clay? Reflections on Hardt's and Negri's *Empire*», *Constellations*, Vol. 10, no. 2, 2003, p. 268.

Un nouveau projet : l'anti-pouvoir

L'Empire est une «coquille vide»³³ qui ne produit rien en soi; il ne fait qu'exploiter la production et l'inventivité de la multitude. Cette situation rend l'Empire particulièrement dépendant des producteurs et très vulnérable face aux poussées émancipatrices de la multitude qui entretient un rapport dynamique avec l'Empire, participant à la production de l'Empire et lui résistant. Selon John Holloway, la première impulsion vers la résistance est existentielle : «Au début il y a le cri, pas la parole. Face à la mutilation des vies humaines par le capitalisme, un cri de tristesse, un cri d'horreur, un cri de rage, un cri de négation : NON!³⁴» Ce cri primaire sera suivi par un constat historique et pessimiste quant aux deux approches adoptées par les forces progressistes pour tenter de changer le monde — la réformiste et la révolutionnaire — qui toutes deux ont cru que la solution passait par l'État. Les résultats de l'approche étatique au XXI^{ème} siècle mènent Holloway à la conclusion qu'un «monde digne ne peut pas être créé par l'action de l'État³⁵». C'est que l'État tient les individus hors de la politique, leur enlevant le contrôle sur leur vie. Pire, l'État est par définition autoritaire et hiérarchique, puisqu'il distingue les dirigeants des dirigés, même si ces derniers consentent — en principe — à être gouvernés par un Léviathan qui serait responsable de défendre et promouvoir le «bien commun». Dans un tel système hiérarchisé, ce ne sont pas seulement les dirigés qui sont privés de pouvoir, mais également les dirigeants qui réalisent une fois en poste d'autorité qu'il leur est littéralement impossible de représenter la diversité du «peuple» qu'ils prétendent représenter, comme le veut pourtant le mythe légitimant du pouvoir de l'État libéral. Ce qui caractérise la fonction d'autorité étatique, c'est de produire des excuses de ne pas pouvoir³⁶. Le système est donc un piège à la fois pour les dominants et pour les dominés.

Le système de l'Empire que dépeignent Hardt et Negri rend en principe obsolète la vieille stratégie révolutionnaire, puisque le pouvoir n'est plus concentré en un lieu précis. Dans l'Empire, il n'y a pas d'équivalent d'une Bastille ou d'un Palais d'hiver que l'avant-garde de la multitude pourrait investir pour renverser puis prendre le pouvoir. Le Critical Art Ensemble dira dans le même sens que la désobéissance civile aujourd'hui doit se déployer non pas dans la rue

³³ Hardt et Negri, *Empire*, p. 434.

³⁴ John Holloway, «Douze thèses sur l'anti-pouvoir», *Contretemps*, no. 6, p. 38.

³⁵ *Ibid.*, p. 38.

³⁶ *Ibid.* ; Benasayag et Sztulwark, *Du contre-pouvoir*, p. 58.

ou dans des bâtiments, mais dans le cyberspace pour perturber et bloquer le flux d'information³⁷. Holloway utilise le mot «révolution», mais dans un sens très subversif à l'égard de la tradition radicale : «la révolution ne peut pas se comprendre comme une réponse, mais seulement comme une question», la «révolution [...] est une question sans réponse³⁸». Cette indétermination du projet d'émancipation s'explique par la nature plurielle de ce nouveau sujet historique qu'est la multitude. Son action politique a pour objet d'en libérer la «puissance» plutôt que de s'emparer du «pouvoir». Hardt, Negri, Holloway, Benasayag et Sztulwark interprètent ici librement Spinoza et distinguent le «pouvoir sur» quelqu'un (en latin *potestas*) qui implique nécessairement un exercice autoritaire du pouvoir du «pouvoir de» réaliser quelque chose (*potentia*) qui renvoie à un potentiel créateur nommé «puissance»³⁹ ou «pouvoir constituant», force qui se dérobe à tout enfermement juridique (constitutionnel) et à toute médiation par la «représentation». On sait toujours ce que peut le pouvoir *de* puisqu'il ne peut autre chose que dominer. À l'inverse, on ne sait jamais ce que peut la puissance, qui est toujours pure potentialité, qui est un concept de crise, qui est la révolution en soi et en action⁴⁰. Cette puissance doit se libérer du pouvoir pour s'exprimer. Il convient donc non pas de prendre le pouvoir, ni de constituer un contre-pouvoir, mais de permettre l'émergence d'espaces-temps d'anti-pouvoir.

Les auteurs ne s'entendent pas ici parfaitement sur l'utilisation des concepts. Hardt et Negri annoncent la constitution d'un «contre-Empire⁴¹» et Benasayag et Sztulwark utilisent le concept de «contre-pouvoir», précisant que «le 'contre-pouvoir' n'est pas un mouvement 'contre le pouvoir', c'est plutôt un 'au-delà' de la logique du pouvoir : il crée les conditions nécessaires au changement depuis le seul endroit d'où nous sommes puissants, à savoir dans chaque situation que nous habitons⁴²». Chez Benasayag et Sztulwark, le contre-pouvoir évoque la protection des lieux de résistance contre les attaques du pouvoir⁴³. Holloway rejette le concept de «contre-pouvoir» qui suggère une symétrie entre pouvoir et contre-pouvoir et préfère utiliser le concept

³⁷ Critical Art Ensemble, *La résistance électronique : Et autres idées impopulaires*, Paris, L'Éclat, 1997, p. 140-141.

³⁸ J. Holloway, «Douze thèses sur l'anti-pouvoir», p. 44.

³⁹ Il n'y a là rien de bien nouveau (voir Erich Fromm, *Man for Himself: An Inquiry into the Psychology of Ethics*, New York, Fawcett Premier Books, p. 95).

⁴⁰ Antonio Negri, *Le pouvoir constituant : Essai sur les alternatives de la modernité*, Paris, Presses Universitaires de France, 1992, p. 2-3.

⁴¹ Hardt et Negri, *Empire*, p. 20.

⁴² Benasayag et Sztulwark, *Du contre-pouvoir*, p. viii.

d'«anti-pouvoir» qui évoque une asymétrie totale entre le pouvoir et la lutte de résistance de la multitude⁴⁴. Holloway rejoint Hakim Bey en affirmant que l'objectif n'est pas «la conquête du pouvoir mais [...] la dissolution du pouvoir⁴⁵.»

Un nouvel horizon : ici et maintenant

L'horizon de l'émancipation n'est pas celui d'un lendemain qui chante, toujours au-devant du sujet politique, mais il le traverse et permet à l'émancipation de survenir «ici et maintenant»⁴⁶. Les possibilités d'émancipation peuvent et doivent être actualisées dans l'immédiat par des actes de transgression de codes politiques, organisationnels, réglementaires, culturels, informationnels⁴⁷, ce qui a pour effet de gommer les différences entre tactique et stratégie, positionnement et manoeuvre, etc.⁴⁸. Des écrivains anarchistes classiques ont insisté sur les expériences concrètes de pratiques d'entraide égalitaires et libertaires qui surgissent en marge de l'État et du Capital⁴⁹. Kropotkine expliquera que toute une série d'associations — sportives, scientifiques, d'artistes, religieuses, etc. — fonctionnent sans l'intervention directe de l'État et participent de cet esprit d'entraide, de liberté et d'égalité⁵⁰. Les auteurs radicaux d'aujourd'hui s'inscrivent dans cette tradition. S'inspirant surtout de philosophes postmodernes comme Gilles Deleuze, les auteurs radicaux considèrent que l'émancipation est une question d'ordre existentielle : «aucune lutte n'[est] vaine», expliquent Benasayag et Sztulwark et Aubenas et

⁴³ *Ibid.*, p. 136.

⁴⁴ J. Holloway, «Douze thèses sur l'anti-pouvoir», p. 41. P. Virno (*Grammaire de la multitude*, p. 36) : «il ne s'agit certainement pas de 'prendre le pouvoir', de construire un nouvel État, un nouveau monopole de décision politique, mais de défendre des expériences plurielles, des formes de démocratie non représentative, des usages et des coutumes non étatiques».

⁴⁵ J. Holloway, «Douze thèses sur l'anti-pouvoir», p. 39.

⁴⁶ L'expression «ici et maintenant» revient à au moins dix reprises dans Benasayag et Sztulwark, *Du contre-pouvoir*, p. VIII [préface], p. 14 [en italique], p. 26, p. 80, p. 127, p. 147, p. 150).

⁴⁷ Tim Jordan, *S'engager! Les nouveaux militants, activistes, agitateurs...*, Paris, Autrement, 2002, p. 121.

⁴⁸ Gopal Balakrishnan, «Virgilian Visions», *New Left Review*. (14) 5, 2000, p. 146.

⁴⁹ Martin Buber, *Paths in Utopia*, New York, Collier Books-Macmillan Publishing Company, 1949 ; Juan Gomez Casas, *Anarchist Organisation: The History of the F.A.I.*, Montréal, Black Rose Books, 1986 ; Ronald Creagh, *Laboratoires de l'utopie : Les communautés libertaires aux États-Unis*, Paris, Payot, 1983 ; Pierre-Joseph Proudhon, *De la capacité politique des classes ouvrières* (tome I), Paris, éd. du Monde Libertaire, 1977 (1864).

⁵⁰ Voir David Graeber, *Pour une anthropologie anarchiste*, Montréal, Lux, 2006 ; F. Dupuis-Déri, «“Un autre monde est possible” ? Il existe déjà », *Horizons philosophiques*, vol. 15, no. 2, 2005.

Benasayag, car lutter et résister, c'est créer et vivre⁵¹. Negri associe la multitude à un «désir» de révolution, pensée comme un «véritable acte d'amour politique⁵²». En raison de sa nature ontologique aussi bien qu'économique, la multitude chercherait à travers sa volonté de maximiser son potentiel productif-créateur à «recréer le monde à son image», soit «une communauté d'hommes [*sic*] libres»⁵³, et c'est en cela qu'elle constitue le nouveau sujet (pluriel) politique du projet d'émancipation. Il y a là réminiscence de l'existentialisme à la De Beauvoir et Sartre, ou du vitalisme à la Foucault et Deleuze : la force de la vie — synonyme de force de liberté et d'émancipation — cherche à s'exprimer à travers la multitude, sujet médiateur de la vie⁵⁴. Enfin, la «résistance» elle-même est création, une idée de Deleuze reprise par Benasayag pour titre d'un de ses livres — *Résister, c'est créer* — et reprise à nouveau sous forme de slogan par le Village alternatif anticapitaliste et anti-guerre, un campement autogéré temporaire formé de quelques milliers de militants libertaires en marge du sommet du G8 à Évian, en juin 2003⁵⁵. Il n'existe pas tant de liberté en soi que des actes de libération : c'est dans l'acte de résistance que l'on est libre. L'insurrection est toujours un succès puisqu'elle permet à l'individu d'être libre, à tout le moins de façon temporaire⁵⁶. L'arrêt de l'action de résistance marque toujours le début d'autre chose que la liberté.

Selon Benasayag et Sztulwark, la «militance doit être 'existentielle' : elle doit passer par l'invention, petit à petit, dans les quartiers et les entreprises, dans les universités et les écoles, des nouvelles pratiques de solidarité qui nous extrairont peu à peu de la léthargie dans laquelle nous nous engluons⁵⁷.» On retrouve ici la pensée des autonomes de la génération précédente. C'est par l'expérience vécue que les gens seront convaincus de la nécessité de l'égalité et de la liberté, qui surviennent et s'incarnent dans l'expérience. La démocratie directe et l'anarchie sont déjà un peu réalisées lors des grandes manifestations qui sont comme autant de lieux et de moments dérobés aux capitalistes et aux politiciens élus. Les forums sociaux de Porto Alegre et d'ailleurs, et les

⁵¹ Benasayag et Sztulwark, *Du contre-pouvoir*, p. 26 et Florence Aubenas et Miguel Benasayag, *Résister, c'est créer*, Paris, La Découverte-Syros, 2002.

⁵² Hardt & Negri, *Multitude*, p. 402 et 404.

⁵³ Negri, *Du retour ...*, p. 151 et A. Negri, «Pour une définition ontologique...», p. 38.

⁵⁴ Selon Negri interprétant Foucault, «[d]ans l'homme [*sic*] c'est la vie qui se libère, qui s'oppose à tout ce qui la limite et l'emprisonne» (Negri, *Le pouvoir constituant : Essai sur les alternatives de la modernité*, p. 40-41 et p. 49).

⁵⁵ Collectif, *Le VAAAG : Une expérience libertaire*, Paris, éditions du Monde libertaire-No Pasaran, 2003.

⁵⁶ Au sujet du rapport entre l'insurrection, la liberté et le temps (et la notion de «brèche»), voir Martin Breugh, *L'expérience plébéienne*, Paris, Payot, 2007.

⁵⁷ Benasayag et Sztulwark, *Du contre-pouvoir*, pp. 106-107.

groupes militants eux-mêmes, comme les multiples Convergences de luttes anti-capitalistes, les «groupes d'affinité»⁵⁸ et les Black Blocs⁵⁹, les camps «No Border»⁶⁰ et le réseau de médias électroniques indépendant Indymedia (www.indymedia.org), pour ne mentionner que quelques exemples, sont perçus par plusieurs de leurs membres comme des zones autonomes temporaires où il est possible de vivre l'anarchie ici et maintenant.

Perspectives critiques

Les innovations conceptuelles de Negri ont été très largement critiquées pour leur manque de clarté et leur manque de concordance avec le réel économique et politique. Or la philosophie entretient un lien particulier avec la politique : un concept peut être flou ou «faux» d'un point de vue philosophique, mais néanmoins «efficace» en politique, pour accroître par exemple la légitimité et les capacités de mobilisation d'un acteur, une organisation ou une institution politiques. Hardt tente d'ailleurs de défendre le concept d'Empire tel qu'il le définit avec Negri en mentionnant que la «critique réclame de la clarté politique, mais je pense que ce qui se passe actuellement est plus complexe, et même plus contradictoire que cela⁶¹». Reste à savoir en quoi une confusion analytique se traduit par une faiblesse politique... Une fois le contexte politique et conceptuel décrit, il est possible de réfléchir plus spécifiquement l'intention politique de Negri, et d'évaluer l'efficacité performative de son discours et de ses propositions conceptuelles. Je vais discuter dans cet esprit les concepts d'Empire et de multitude, avant de signaler un décalage entre l'ambition négrienne et les possibilités politiques réelles du mouvement altermondialiste.

Repenser l'Empire

Il est vrai que Negri semble confondre la réalité économique et politique actuelle et la rhétorique néolibérale des politiciens qui affirment ne plus avoir de marge de manœuvre dans un système économique mondialisé, ce qui leur permet de justifier leurs politiques d'austérité et les

⁵⁸ F. Dupuis-Déri, « L'altermondialisation à l'ombre du drapeau noir : L'anarchie en héritage », E. Agrikoliansky, O. Fillieule, N. Mayer (dirs.), *L'altermondialisme en France : La longue histoire d'une nouvelle cause*, Paris, Flammarion, 2005, p. 199-232.

⁵⁹ F. Dupuis-Déri, *Les Black Blocs : la liberté et l'égalité se manifestent*, Montréal, Lux (3e édition), 2007.

⁶⁰ F. Dupuis-Déri, « L'utopie est dans les prés : Campements militants temporaires et autogérés », *Réfractations*, 14, 2005.

coupes dans l'État-providence. Cette confusion peut s'expliquer par la posture qui caractérise la philosophie politique d'extrême gauche aux XIXe et XXe siècles, selon laquelle le capitalisme est *toujours* mondialisé et domine toujours et partout les forces politiques⁶², mais aussi par le succès du discours néolibéral. Negri admet certes que la perte de souveraineté des États-nations n'est pas un processus homogène : les États issus des ex-colonies et qui n'ont jamais exercé une véritable souveraineté sur leur territoire et leur population voient peu de différence, alors qu'un État comme les États-Unis exerce une très grande influence, même si l'Empire n'est pas la créature d'un seul État. À ce titre, les États-Unis jouent un rôle particulier au sein de l'Empire : «Aujourd'hui, l'intervention militaire est de moins en moins le produit de décisions émanant de l'ancien ordre international ou même des structures des Nations Unies. Le plus souvent, elle est

⁶¹ Michael Hardt, «Croire à la puissance créatrice de l'humanité...» (entrevue), *Conjonctures*, no. 35, 2002, p. 30.

⁶² Marx et Engels expliquent : «Poussée par le besoin de débouchés toujours plus larges pour ses produits, la bourgeoisie envahit toute la surface du globe. [...] En exploitant le marché mondial, la bourgeoisie a donné une forme cosmopolite à la production et à la consommation de tous les pays. [...] Les vieux métiers nationaux ont été détruits et sont encore détruits jour après jour. Ils sont détrônés par de nouvelles industries, dont l'adoption devient un problème vital pour toutes les nations civilisées, et qui emploient des matières premières provenant non plus de l'intérieur, mais des régions les plus éloignées. Les produits industriels sont consommés non seulement dans le pays même, mais dans toutes les parties du monde. [...] L'ancien isolement et l'autarcie locale et nationale font place à un trafic universel, une interdépendance universelle des nations. Et ce qui est vrai de la production matérielle ne l'est pas moins des productions de l'esprit. Les œuvres spirituelles des diverses nations deviennent un bien commun. [...] Par la suite du perfectionnement rapide de tous les instruments de production et grâce à l'amélioration incessante des communications, la bourgeoisie [...] contraint toutes les nations, sous peine de courir à leur perte, à adopter le mode de production bourgeois ; elle les contraint d'importer chez elles ce qui s'appelle la civilisation, autrement dit : elle en fait des nations de bourgeois. En un mot, elle crée un monde à son image» (Karl Marx & Friedrich Engels, «Manifeste du Parti communiste» [1848], dans Karl Marx, *Philosophie*, Paris, Gallimard, 1965, p. 403-404). Selon Erich Mühsam (anarcho-communiste allemand, 1932) : «Les capitalistes [...] se fédèrent par-dessus les frontières nationales, cherchant à se libérer des restrictions du centralisme étatique» [110]; «Le développement du capitalisme individualiste en associations corporatives d'exploiteurs s'agrandissant au-delà des frontières a fait que les règlements uniformes de l'État se sont peu à peu révélés trop étroits pour les membres de la classe possédante; ceux-ci s'efforcent donc d'obtenir en leur faveur la diminution des attributions de l'État» [111] (Erich Mühsam, *La Société libérée de l'État : Qu'est-ce que l'anarchisme communiste?*, (trad. de l'allemand : Pierre Gallissaire), Paris, éd. Spartacus, 1999 [1932], p. 110-111). Herbert Marcuse parlait du «néo-libéralisme d'aujourd'hui» dès 1964, ironisait : « Quoi de plus rationnel que de supprimer l'individualité en mécanisant les travaux socialement nécessaires mais pénibles; que de concentrer les petites entreprises dans des unités plus efficaces et plus productives; que de donner des règles à la libre concurrence parmi des sujets inégalement pourvus; que de restreindre les prérogatives et les souverainetés nationales qui freinent l'organisation internationale des ressources?»; et il précisait «À l'opposition sans cesse croissante qu'elle rencontre, l'hégémonie mondiale du capitalisme des monopoles ne répond que par des signes de renforcement : son emprise économique et militaire sur tous les continents, son empire néo-colonial, et surtout le fait qu'elle n'a rien perdu de sa capacité à écraser les opprimés sous le poids de son appareil productif et stratégique» (Herbert Marcuse, *L'Homme unidimensionnel*, Paris, éditions de Minuit, 1968 [1964], p. 125, p. 28 et *Vers la libération : Au-delà de l'homme unidimensionnel*, Paris, éditions de Minuit, 1969 [trad. Jean-Baptiste Grasset], p. 7). À noter que des progressistes moins radicaux, comme John Stuart Mill, affirmait dans *Principles of Political Economy* [1848] que : «Capital is becoming more and more cosmopolitan» (cité par Craig Calhoun, «The class consciousness of frequent travellers : Toward a critique of actually existing cosmopolitanism», Daniele Archibugi (dir.), *Debating Cosmopolitics*, Verso, Londres, 2003, p. 105).

dictée unilatéralement par les États-Unis qui se chargent de la première besogne⁶³». Le concept d'Empire empêche néanmoins de bien saisir l'autonomie de l'État face au capitalisme mondialisé et il dissimule l'influence des États-nations au sein d'institutions internationales qui sont accusées de détruire les souverainetés nationales.

Les États conservent encore aujourd'hui une autonomie d'action face aux forces économiques et ce sont eux qui sont représentés dans les institutions internationales comme le FMI, la BM, l'OMC, l'ONU et le G8⁶⁴. De plus, la location géographique des sièges des institutions internationales (Washington D.C. pour le FMI et la BM ; Genève pour l'OMC) influence les rapports de force que peuvent exercer des États à leur égard⁶⁵, ce qui contredit la vision selon laquelle le pouvoir de l'Empire serait par nature «déterritorialisé». Le rôle important que joue aujourd'hui l'État a même un impact sur le mouvement altermondialiste : des organisations non-gouvernementales (ONG) participantes de l'altermondialisme entretiennent un rapport étroit avec l'État dont elles dépendent en termes de salaires, subventions et d'aide à l'organisation d'événements altermondialistes d'envergure. Les Forums sociaux mondiaux ou régionaux, et les Sommets des peuples en marge des sommets officiels, sont régulièrement subventionnés par les États⁶⁶. Ici, l'approche conceptuelle globalisante et dichotomique (Empire vs Multitude) que propose Negri permet difficilement d'appréhender la réalité politique.

⁶³ Hardt & Negri, *Empire*, p. 64 et Antonio Negri, «L'Empire, stade suprême de l'impérialisme», *Le monde diplomatique*, janvier 2001.

⁶⁴ Le concept d'Empire doit donc être soumis, comme le propose Daniel Bensaïd, «à l'épreuve des réalités concrètes de la concentration du capital, de la géopolitique et des stratégies militaires, du lien effectif entre les entreprises transnationales et les appareils étatiques (D. Bensaïd, *Résistances*, pp. 207-208). Des travaux sociologiques comme ceux de Suzanne Berger sur la complexité du processus de mondialisation révèlent d'ailleurs des phénomènes ambigus que le concept d'Empire masque et qu'il n'est sans doute pas en mesure d'intégrer. Suzanne Berger, «Globalization and Politics», *Annual Review of Political Science*, vol. 3, 2000. Voir aussi Archibugi, *Debating Cosmopolitics*.

⁶⁵ Robert O'Brien, Anne-Marie Goetz, Jan Aart Scholte, Marc Williams, *Contesting Global Governance : Multilateral Economic Institutions and Global Social Movements*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000, p. 62.

⁶⁶ Un exemple parmi d'autres : alors que 34 chefs d'État et de gouvernement se réunissaient au Sommet des Amériques à Québec, en avril 2001, se déroulait en marge un Sommet des peuples en grande partie financé par le gouvernement fédéral du Canada et le gouvernement provincial du Québec. Selon le sociologue Marcos Ancelovici, la logique de plusieurs organisations altermondialistes ne peut se comprendre qu'en portant attention à leurs calculs stratégiques qui prennent sens dans un contexte national (à ce sujet, voir son texte sur ATTAC : M. Ancelovici, «Organizing against Globalization : The Case of ATTAC in France», *Politics & Society*, vol. 30, no., 3, 2002, p. 427-463 ; sur le même thème, mais dans le contexte canadien, voir : Pascale Dufour, «Projet national et espace de protestation mondiale : des articulations distinctes au Québec et au Canada», *Revue Canadienne de science politique*, vol. 39, 2006). Voir aussi Alex Callinicos, «Du Pouvoir constituant à Empire : Toni Negri en perspective», *Contretemps*, no. 3, 2002 et Sidney Tarrow, «From lumping to splitting: Specifying globalization and resistance», Jackie Smith & Hank Johnston (dirs.), *Globalization and Resistance: Transnational Dimensions of Social Movements*, New York: Rowan & Littlefield Publishers, Inc., 2002.

De façon plutôt cohérente avec leur cadre d'analyse, Hardt et Negri identifient les ONGs comme étant à l'avant-garde de l'Empire⁶⁷, car elles en facilitent la gouvernabilité. En d'autres mots, la pensée négriste reprend ici l'idée du social traître et du réformiste collaborateur qui profite du système et dont les actions servent au final à le maintenir, voire à le rendre plus stable en participant à sa légitimation. Cette analyse ne permet pas la nuance. La vision dichotomique opposant l'Empire à la multitude l'oblige à placer les acteurs politiques dans un camp ou dans l'autre. Les ONGs trop hiérarchisées et autoritaires dans leurs structures peuvent difficilement être associées à la multitude, qui serait par nature égalitaire et libertaire dans son organisation même. Negri critique plutôt que de la réfléchir l'une des stratégies actuelles d'une part importante du mouvement altermondialiste qui exige de l'État qu'il se constitue en défenseur des intérêts du peuple contre l'Empire. Pour ces «réformistes» qui encadrent une part de la multitude, le mouvement altermondialiste doit tenter d'influencer les institutions étatiques et internationales pour qu'elles mettent en place des bornes politiques et légales permettant de réguler le capitalisme de façon plus égalitaire et démocratique. Daniel Colson voit juste lorsqu'il déplore que Negri, après avoir déclaré que la multitude est par définition hétérogène et constituée de singularités, en vient à proposer une conception essentialiste et donc autoritaire de cette multitude, qui la prive de son hétérogénéité (déclarée par Negri lui-même), pour ne laisser qu'un être homogène, unifié et unifiant qui ne peut intégrer, par exemple, les ONGs et leurs partisans⁶⁸.

Second problème, d'ordre performatif : les militants auxquels s'adresse Negri utilisent abondamment le concept d'Empire. Ainsi, le catalogue 2004 d'AKPress, un collectif d'édition anarchiste américain, a en page couverture une photo de manifestation sur laquelle la bannière qui ouvre la marche est frappée du slogan «No war at home/No war for Empire»⁶⁹. Le plus souvent, toutefois, le mot «Empire» désigne les États-Unis, plutôt que la mondialisation. Cette

⁶⁷ Voir *Empire*, p. 62-63.

⁶⁸ Daniel Colson, «Lectures anarchistes de Spinoza», *Réfractations*, no. 2.

⁶⁹ Luca Casarini, un des leaders des Tute Bianche, fait écho aux propos de Negri en discutant des manifestations à venir contre le G8, à Gênes, en juillet 2001 : «We have talked of Empire, or better of an imperial logic in the government of the world. This means the erosion of national sovereignty. Not the end, but an erosion [...]. On how to oppose this imperial logic we have all been unprepared» (Cité par Callinicos, «Toni Negri in perspective», p. 122). Un ouvrage collectif sur ces manifestations porte un titre évocateur : *Gênes 19-20-21 juillet 2001 : Multitudes en marche contre l'Empire* (Paris, éditions Reflex, 2002). L'auteure et militante Arundhati Roy définit pour sa part l'Empire comme le «gouvernement des États-Unis et de ses satellites européens, de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international (FMI), de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et des firmes transnationales» (p. 64) qui ont produit une «obscène accumulation de pouvoir [et une] distance considérablement accrue entre ceux qui prennent les décisions et ceux qui les subissent» (p. 66) (Arundhati Roy, «L'Empire n'est pas invulnérable», *Manière de voir*, no. 75 [spécial «Altermondialistes de tous les pays...»], éd. Le Monde diplomatique, juin-juillet 2004).

association entre les États-Unis et l'Empire est encore plus commune depuis les attaques du 11 septembre 2001 contre les États-Unis, et la riposte militaire de ceux-ci en Afghanistan et en Irak : le contexte conceptuel et politique est devenu très propice à la diffusion du concept d'Empire, mais encourage la référence aux États-Unis.

J'ai colligé sur le site Internet Amazon les livres disponibles en anglais, français et italien (les trois langues influentes pour Negri) et dont le titre comprend le mot «empire» ou ses dérivés («impérial», etc.). Le résultat est étonnant : il y a dans les trois langues — en version originale ou en traduction — un très grand nombre de livres dont le titre fait référence à l'empire, et plusieurs ont été signés par des intellectuels ou des universitaires importants qui ne sont pas associés à l'extrême gauche. En français, par exemple, il s'agit de Sami Nair (politologue et député européen), Pascal Boniface (directeur de l'Institut de relations internationales et stratégiques et membre du Comité consultatif auprès du secrétaire général de l'ONU pour les questions de désarmement) et en traduction Stanley Hoffmann (professeur à Harvard, où il a créé le Center for European Studies) et Simon Serfaty (directeur des études européennes au Center for Strategic & International Studies à Washington). Contrairement au souhait de Negri, le terme «empire» ne désigne qu'exceptionnellement la globalité de la mondialisation économique. Dans les textes signés par des Français, le concept d'«empire» désigne généralement les États-Unis, une force menaçante à laquelle la France et l'Europe devraient faire contrepoids. Même aux États-Unis, le concept d'«empire» est très largement utilisé en référence aux États-Unis⁷⁰. Le politologue influent M. Robert Kagan, du Carnegie Endowment, signe ainsi un article au titre évocateur — « The benevolent empire » — dans lequel l'«empire» américain est identifié comme le moindre mal pour l'ensemble de la population humaine⁷¹. L'éditorialiste du *Washington Post*, Sebastian Mallaby, s'identifie pour sa part comme un « impérialiste hésitant » et suggère que « les options non-impérialistes ayant démontré leur inefficacité (...), la logique du néo-impérialisme est trop forte pour que l'administration Bush puisse y résister⁷²». Des

⁷⁰ Je m'inspire ici de Philip S. Golub, «La tentation impériale : Les dynamiques du désordre mondial», *Le Monde diplomatique*, septembre 2002, p. 8 et 9.

⁷¹ Robert Kagan, « The benevolent empire », *Foreign Policy*, Washington D.C., été 1998.

⁷² Sebastian Mallaby, « The reluctant imperialist, terrorism, failed states, and the case for american empire », *Foreign Affairs*, New York, mars-avril 2002, p. 2 à 7. Stephen Peter Rosen, à la tête de l'Institut d'études stratégiques Olin de l'Université Harvard, affirme qu'une « entité politique disposant d'une puissance militaire écrasante et utilisant ce pouvoir pour influencer sur le comportement des autres Etats s'appelle bel et bien un empire. » Il précise que le but des Etats-Unis « n'est pas de combattre un rival, car il n'y en a pas, mais de conserver notre position impériale et de maintenir l'ordre impérial » («The future of war and the american military», *Harvard Review*, mai-juin 2002, vol. 104, n° 5, p. 29).

intellectuels campés à droite reprennent à leur compte le concept d'«empire» pour désigner les États-Unis. Max Boot, éditorialiste au *Wall Street Journal*, titre un de ses textes : « Argument en faveur d'un empire américain » et il s'y déclare en faveur de l'intervention en Afghanistan, qui lui rappelle les expéditions coloniales britanniques⁷³.

Même les alliés de Negri utilisent le terme «Empire» pour désigner les États-Unis. ATTAC a ainsi publié *L'Empire de la guerre permanente : Etats-Unis et la mondialisation* (2004), après qu'un ouvrage collectif auquel collabore Noam Chomsky, Samir Amin, Emmanuel Wallerstein et... Negri paru en 2001⁷⁴, traitait aussi des États-Unis comme d'un empire en guerre. À Montréal, des militantes affiliées à la Convergence des luttes anti-capitalistes (CLAC)⁷⁵ et qui précisent en entrevue n'avoir pas lu *Empire* ont formé en février 2003 Bloquez l'Empire-Montréal, une coalition militante «contre la guerre, l'occupation de l'Irak, l'expansionnisme militaire du régime étasunien et le complexe militaro-industriel⁷⁶». Ici, l'Empire et les États-Unis sont synonymes. À Boston, la mobilisation anarchiste de la Bl(a)ck Tea Society contre la Convention démocrate à Boston, à la fin juillet 2004, proposait un dépliant (*Guide to Boston*) dont une des pages intitulée «Evil Empire» offrait une liste d'adresses des centres de recrutement de l'armée des États-Unis.

La performativité du concept d'«Empire», tel que défini par Negri, semble donc faible en raison du contexte conceptuel et politique post-11 septembre, qui renforce l'impression que les États-Unis et l'Empire sont une seule et même chose. Dans le contexte politique actuel, les militants altermondialistes — et anti-guerre, qui sont souvent les mêmes — ont besoin d'une grille d'analyse qui permette de distinguer — même s'ils s'influencent les uns les autres — les intérêts et motivations économiques, politiques et militaires du capitalisme et de la Maison Blanche. Les concepts de «mondialisation» et de «néolibéralisme», quoique flous, semblent plus porteurs dans le milieu militant pour désigner le capitalisme mondialisé, et celui d'Empire pour désigner les États-Unis, dont les intérêts de l'élite politique ne sont pas identiques — même s'ils se recoupent souvent — à ceux de l'élite économique capitaliste.

⁷³ Max Boot, « The case for american empire », *Weekly Standard*, Washington D.C., 15 octobre 2001, vol. 7, n° 5. Dinesh D'Souza, affilié à la Hoover Institution, signe un article intitulé « Louange de l'empire américain », dans lequel il indique que les Etats-Unis constituent «le plus magnanime des empires que le monde ait jamais connus» (*Christian Science Monitor*, Boston 26 avril 2002).

⁷⁴ *L'Empire en guerre : Le monde après le 11 septembre*, Paris, Le temps des cerises/EPO, 2001.

⁷⁵ Cindy Milsten, «Something did start in Quebec City : North America's revolutionary anticapitalist movement», Eddie Yuen, Daniel Burton-Rose, George Katsiaficas (dirs.), *Confronting Capitalism : Dispatches From a Global Movement*, New York, Soft Skull press, 2004, p. 126-133.

Repenser la multitude

La modernité politique a été marquée par des projets de simplification par lesquels une élite niait la diversité grâce à des concepts se voulant unifiants et simplificateurs comme «peuple» ou «nation», desquels elle déduisait la représentation de la souveraineté et son pouvoir politique⁷⁷. Le concept politique de «multitude» évoque pour sa part la «multiplicité de sujets» qui est «une multiplicité irréductible» et qui ne peut être représentée⁷⁸. Mais par son flou sociologique, le concept de multitude n'est pas tout à fait opératoire en termes de luttes politiques. Ainsi, le concept de multitude paraît adapté avant tout à une part de la société occidentale, soit des communautés surdéveloppées où le niveau d'instruction est très élevé, l'investissement dans le secteur tertiaire prioritaire et l'accès et l'utilisation des télécommunications chose courante. Le concept de multitude créative ne cadre pas aussi bien avec les réalités des pays en voie d'industrialisation, où les pratiques économiques sont encore encadrées par des normes traditionnelles préindustrielles qui limitent les possibilités créatives, sans compter le manque évident de ressources qui permettraient aux idées nouvelles de s'incarner. À l'extérieur de l'Occident, des centaines de millions d'individus — surtout des femmes — sont peu ou pas alphabétisés et n'ont pas accès à l'électricité, ce qui réduit d'autant leur participation à la société de l'information postmoderne. Ainsi, le métier le plus commun sur la Terre reste encore celui de paysan⁷⁹. Si les petits paysans peuvent résister face à la mondialisation du capitalisme (le mouvement zapatiste au Mexique ou celui des sans terre au Brésil), il reste difficile de les associer directement au concept de multitude tel que défini par Negri. Même aux États-Unis, il y a encore plus de chauffeurs de camion que de programmeurs

⁷⁶ Source Internet : <www.clac.taxtic.org/blem> (je souligne).

⁷⁷ La critique que Hardt et Negri (dans *Empire*) font du concept de «peuple» semble réductrice : au XIX^{ème} siècle, «peuple» évoquait souvent les «classes populaires» et ne semblait pas aussi unifiant que le concept de «nation». Mais il y a sans doute ici une analyse à mener sur les différences de sens de ces concepts selon les langues (italien, français, anglais, allemand, etc.) pour mieux comprendre leur portée politique et clarifier les débats. En anglais, par exemple, «people» évoque la multitude puisqu'il signifie «les gens» (d'où l'expression «We the people» qui ouvre la Constitution des États-Unis).

⁷⁸ Negri, *Du retour ...*, p. 149 et Negri, «Pour une définition ontologique...», p. 36.

⁷⁹ Anselm Jappe, «Les habits neufs du marxisme traditionnel», A. Jappe & R. Kurz, *Les Habits neufs de l'Empire : Remarques sur Negri, Hardt et Rufin*, Paris, Lignes-Éditions Léo Scheer, 2003, p. 23, note infra 5.

en informatique⁸⁰. Les travailleurs manuels jouent un rôle très important dans l'économie de l'Empire, mais leur réalité économique et politique n'est pas celle qu'évoque le concept de «multitude». À ces exclus de l'économie post-fordiste doivent être ajoutées des centaines de millions de femmes qui sont confinées par la tradition ou les lois à la sphère du travail domestique, non rémunéré et socialement dénigré⁸¹.

Negri minimise le problème de l'exclusion économique, allant même jusqu'à affirmer que «[l]'Empire a du travail pour tout le monde!⁸²», sans doute parce qu'il considère que la multitude, en raison de «la production biopolitique [...] produit partout, dans toute sa généralité, toute la journée⁸³.» Un concept globalisant comme celui de multitude peut en principe être mobilisateur de nouvelles solidarités transversales qui recoupent les frontières nationales et socio-économiques. Mais ce concept globalisant cache aussi des différences d'intérêts et de compétition entre divers éléments de ce qui doit en principe constituer la multitude : par exemple, les cultivateurs occidentaux fortement subventionnés et les petits producteurs de coton au Burkina Faso ou au Mali ; les travailleurs en usine de l'Allemagne et ceux de la Chine populaire ; les jeunes adultes israéliens qui après leur service militaire vont se balader pendant un an en Inde avec leur sac à dos, et les Indiens qu'ils y rencontrent et qui leur vendent des vêtements, des instruments de musique et de la drogue. Pire, le concept de «multitude» n'est pas suffisamment précis pour saisir les rapports complexes entre des forces politiques réactionnaires qui consacrent beaucoup d'énergie à la production et la diffusion d'information, dont les réseaux d'islamistes totalitaires et les forces d'extrême droite et les économistes et les idéologues néolibéraux.

L'importance des réseaux aujourd'hui est indéniable, mais les «puissants» de ce monde contrôlent des moyens de se réseauter et d'infiltrer les réseaux adverses autrement plus importants que ceux des rebelles que Negri associe à la multitude. Negri discute de la Révolution des affaires militaires (RAM), mais minimise la réflexion stratégique et tactique d'institutions comme la RAND Corporation qui conseille le gouvernement américain sur les meilleures façons

⁸⁰ A. Flood, «Is the Emperor Wearing Clothes? A Review of Negri and Hardt's *Empire* from an Anarchist Perspective».

⁸¹ Au sujet femmes et du «devenir-femme du travail», voir l'analyse pour le moins superficielle de Negri, dans *Exil*, p. 23-24. A. Jappe, «Les habits neufs du marxisme traditionnel», p. 14 ; Robert Kurz, «L'Empire et ses théoriciens», A. Jappe & R. Kurz, *Les Habits neufs de l'Empire : Remarques sur Negri, Hardt et Rifkin*. Paris, Lignes-Éditions Léo Scheer, 2003, pp. 56-57 et p. 62.

⁸² Hardt & Negri, *Empire*, p. 409.

⁸³ *Ibid.*, p. 484.

de mener des guerres en réseaux (*Netwars*) et de lutter contre de nouvelles menaces qui s'articulent en réseaux : les islamistes, la mafia et... les militants altermondialistes⁸⁴. Le contrôle des pouvoirs de l'État ou de l'Empire leur permet souvent de dissuader ou encore de récupérer la rébellion à leur avantage⁸⁵. Le capitalisme et l'Empire travaillent la multitude, s'inspirent de ses pratiques et les réinterprètent pour se réapproprier une part de sa dynamique (fonctionnement en réseaux, etc.), ce qui permet à la fois de mieux contrôler la multitude et d'accroître la production⁸⁶. Oubliant de conceptualiser la participation des dominants et des forces d'extrême droite et totalitaires au *General Intellect*, Negri est aussi aveugle aux rapports de pouvoir que les militants peuvent reproduire dans les lieux d'«anti-pouvoir» que seraient leurs zones autonomes temporaires (rapports hommes-femmes, par exemple) parce qu'ils auront intériorisé des normes autoritaires et hiérarchiques.

De l'inutilité du mythe révolutionnaire

Negri refait une erreur analytique et conceptuelle qui avait miné ses écrits dans années 1970 en Italie. La «multitude» est d'ailleurs très proche de l'«ouvrier social»⁸⁷ qu'il avait alors conceptualisé en s'inspirant des courants marginaux de son époque : étudiants, féministes radicales, squatters, etc. À l'époque déjà, Negri s'enthousiasme pour des actions de contestation innovatrices. Ainsi, en 1974, les travailleurs de l'usine Rivalta de FIAT, à Turin, vont refuser de payer l'augmentation du tarif des autobus publics (tactique d'«auto-réduction»). À Rome, le mouvement autonomiste a suffisamment de membres travaillant pour la compagnie nationale d'électricité pour rebrancher ceux qui avaient été déconnectés parce qu'ils refusaient de payer les augmentations de tarif. En octobre, à Milan, a lieu le premier «magasinage prolétarien», des manifestants occupant un supermarché jusqu'à ce que la direction accepte de leur vendre des produits à prix réduits. Dans les mois qui suivent, les jeunes radicaux italiens vont forcer l'entrée de cinémas, de concerts et d'autres activités culturelles, pour y avoir accès gratuitement, et organiser des séries de pillage. Ils ouvrent de nombreux squats (les «cercles de la jeunesse prolétarienne», plus tard connus sous le nom de «centres sociaux»). Pour Negri, ces tactiques

⁸⁴ John Arquilla & David Ronfeldt (dirs.), *Networks and Netwar: The Future of Terror, Crime and Militancy*, RAND, 2001.

⁸⁵ C'est la thèse de Luc Boltanski et Éve Chiapello, *Le Nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999.

⁸⁶ *Ibid.* ; A. Jappe, «Les habits neufs du marxisme traditionnel», p. 25-27.

⁸⁷ Callinicos, «Toni Negri in perspective», p. 135.

n'étaient pas auxiliaires à la lutte sociale : elles permettaient d'atténuer la nécessité du travail salarié, et donc la dépendance des ouvriers face au capital⁸⁸.

Aujourd'hui, Negri s'inspire du mouvement altermondialiste, de son mode d'organisation et de ses actions directes originales pour identifier la trajectoire et la voie du futur de la multitude. Il discute ainsi abondamment des manifestations de Seattle, de Gênes et du mouvement zapatiste⁸⁹. Mais les zones autonomes temporaires laissent inchangé un ensemble de rapports de pouvoir au sein desquels une masse d'individus exploités et dominés ne pourront sans doute jamais être libérés par de telles actions ponctuelles. Cette inquiétude se retrouve chez des théoriciens⁹⁰ et des militants, dont cet anarchiste qui explique en entrevue être «ambivalent» au sujet des «îles de liberté», une expression grecque qui évoque précisément ces zones autonomes temporaires : «je comprends pourquoi certains y voient des expériences contre-révolutionnaires, comparables aux petites améliorations qu'exigent et obtiennent les réformistes. Ces îles de liberté ne créent aucun problème fondamental au capitalisme, pas plus que des monastères orthodoxes en Grèce qui fonctionnent réellement sur un mode d'autogestion⁹¹.» Que je sois clair : les modes d'organisation et d'action des groupes minoritaires peuvent avoir une signification philosophique et politique et recéler un fort potentiel pour stimuler l'analyse et la conceptualisation de la «démocratie», par exemple, ou des capacités d'auto-organisation et d'action du «peuple» ou de la multitude. Mais il ne faut pas confondre la marge, aussi intéressante et flamboyante soit-elle, et les lourdes tendances sociales et politiques d'une époque spécifique. Dans l'Italie des années 1970, Negri n'a pas su prendre la mesure des tendances lourdes qui contredisaient ses thèses, ses désirs et son ambition politique. Pendant que le mouvement autonomiste s'agitait, les fédérations syndicales parvenaient — surtout après 1973 — à obtenir la majorité dans plusieurs conseils d'usine, et le Parti communiste dédié au succès d'un «compromis historique» avec la Démocratie chrétienne au pouvoir, exerçait encore une grande ascendance sur les milieux ouvriers. Quant au

⁸⁸ Wright, *Storming Heaven : Class Composition and Struggle in Italian Autonomist Marxism*, p.158-165.

⁸⁹ Hardt & Negri, *Multitude*, p. 10, p. 305-308 (au sujet des manifestations de Gênes contre le G8), p. 329-332 (au sujet des manifestations de Seattle contre l'OMC).

⁹⁰ Murray Bookchin, «Communalism: The Democratic Dimension of Social Anarchism», M. Bookchin, *Anarchism, Marxism, and the Future of the Left: Interviews and Essays, 1993-1998*, Edimbourg-San Francisco, AK Press, 1999, pp. 153-154 ; M. Bookchin, «Whither Anarchism? A Reply to Recent Anarchist Critics», M. Bookchin, *Anarchism, Marxism...*, p. 241 ; Takis Fotopoulos, 2000 (1997), *Vers une démocratie générale : Une démocratie directe, économique, écologique et sociale*. Paris, Seuil, 2000, pp. 235-244.

⁹¹ Entrevue réalisée par l'auteur à Strasbourg le 26 juin 2003, avec un homme de 33 ans, originaire de Grèce, résidant à Strasbourg depuis 3 ans.

patronat, il utilisait la délocalisation et la sous-traitance pour casser le militantisme radical des ouvriers.

Dès 1976, diverses voix s'élevèrent pour critiquer l'approche méthodologique et politique de Negri. Sergio Bologna, qui avait collaboré avec Negri, lui reprochait d'être aveugle au fait que la recomposition des classes sociales et des luttes prenait la direction exactement opposée à celle qu'indiquait Negri... La même année, des membres de la mouvance autonomiste de Rome approuvaient l'intérêt de Negri pour la jeunesse, les féministes, les homosexuel-le-s, mais avaient l'honnêteté de souligner que c'est précisément parce que ces nouveaux acteurs ont une importance politique indéniable que leur étude exige une grande rigueur analytique, fondée sur de solides données empiriques⁹². Ce qui était reproché à Negri, au final, c'était de confondre des tendances marginales avec une tendance lourde. En 1978, suite à plusieurs années de luttes sociales, pendant lesquelles de nombreux militants et manifestants furent tués par les *carabinieri*, les Brigades rouges enlèvent et assassinent Aldo Moro, le chef de la Démocratie chrétienne. La répression est terrible, aussi bien du côté de l'État (des milliers de militants arrêtés) que du Capital (de 1979 à 1980, les directions des usines Fiat décapitent le mouvement ouvrier, limogeant près de 25 000 d'entre eux, parmi lesquels les plus militants⁹³). Les thèses de Negri offraient peu de ressources pour analyser ce désastre...

Aujourd'hui, Seattle, Québec, Gênes et Porto Alegre ont bien sûr révélé un esprit de révolte que plusieurs croyaient éteint avec la chute du communisme orthodoxe. Mais cette série de batailles de rue ont aussi révélé l'extrême pouvoir de l'État : des milliers de militants ont été arrêtés et doivent faire face à des procédures judiciaires qui s'étendent sur plusieurs années, des manifestants ont été blessés, d'autres tués et des réseaux militants ont été infiltrés et manipulés⁹⁴. L'élite a aussi su adopter une stratégie de dérobade, organisant maintenant les grands sommets dans des zones interdites d'accès. Enfin, au sein du mouvement altermondialiste, la tendance «réformiste», régie par la loi d'airain de l'oligarchie⁹⁵ qui mène presque inévitablement chaque

⁹² Wright, *Storming Heaven : Class Composition and Struggle in Italian Autonomist Marxism*, p. 170-171.

⁹³ Callinicos, «Toni Negri in perspective», p. 127.

⁹⁴ Pour un portrait de la répression au Québec, voir Francis Dupuis-Déri, « Broyer du noir : Manifestations et répression policière au Québec », *Les ateliers de l'éthique*, vol. 1, no. 1, 2006.

⁹⁵ Robert Michels, *Les partis politiques*, Paris, Champs-Flammarion, 1971 (1911). La conclusion peu connue de ce livre célèbre mérite d'être citée : «Dès qu'elles ont atteint un certain degré de développement et de puissance, les démocraties commencent à se transformer peu à peu, en adoptant l'esprit et souvent aussi la forme de l'aristocratie [...] . Mais contre la traîtresse se dressent sans cesse de nouveaux accusateurs qui [...] finissent par se mêler à la vieille classe dominante, cédant la place à des opposants nouveaux qui, à leur tour, les attaquent au nom de la démocratie. Et ce jeu cruel ne prendra probablement jamais fin» (p. 303).

organisation, fut-elle égalitaire dans ses principes, à se structurer de façon hiérarchique et donc autoritaire, domine largement et laisse dans l'ombre la part la plus libertaire. Je suis le premier à penser que cette frange libertaire peut nous inspirer des analyses très stimulantes sur la démocratie directe, par exemple, mais je ne confonds pas mon intérêt de recherche ou mes sympathies militantes avec une tendance sociale et politique lourde, voire hégémonique.

La vision exaltée et volontariste de Negri s'inspire moins d'une analyse lucide des forces en présences et de l'esprit des militants d'aujourd'hui, même des plus radicaux, que de son ambition politique personnelle, qui a peu changé depuis les années 1970. De plus, le métadiscours de Negri sur la révolution, comme médiatrice du désir et de l'amour, s'inscrit difficilement dans sa vision postmoderniste. Ne dit-il pas que «notre époque n'est pas celle de la 'modernité tardive' : elle est bien 'postmoderne', une rupture éphémère a été accomplie⁹⁶». Or l'époque postmoderne n'est-elle pas, comme le soulignait *La condition postmoderne* de Jean-François Lyotard, une ère sans métarécits, métaprojets et métasujets ? C'est d'ailleurs en partie pourquoi on constate un tel renouveau du socialisme utopiste, qui ne cherche pas tant à faire basculer la société dans une révolution globale qu'à créer ici et maintenant des lieux libérés. L'anarcho-syndicaliste Gustav Landauer affirmait quant à lui au début du XX^e siècle que «[l]'État n'est pas quelque chose qui peut être détruit par une révolution, mais c'est une condition, un type de relation entre les êtres humains, un mode de comportement humain; nous le détruisons en contractant d'autres types de relations, en nous comportant différemment⁹⁷.» N'est-ce pas là une attitude plus en accord avec l'éthos postmoderne, qui s'exprimerait dans les plis, les interstices ? Peut importe ici de savoir si Negri a raison de dire que nous sommes dans une époque postmoderne, mais il semble incohérent chez lui de lancer une telle affirmation et de proposer du même souffle un nouveau métarécit et un méta-sujet (la multitude).

Negri tente donc des coups conceptuels, mais le contexte ne se prête pas à son mode globalisant de conceptualisation, ni à sa rhétorique révolutionnaire. Negri ne prend pas assez au sérieux le contexte conceptuel, qui comprend l'idée d'un nouveau projet d'émancipation qui consisterait à constituer celle-ci à partir des lieux d'anti-pouvoir ici et maintenant, plutôt que de planifier la «révolution». Le nouveau projet et le nouvel horizon d'émancipation que proposent les intellectuels radicaux proches de Negri évoquent une tragédie dont Negri ne semble pas

⁹⁶ Negri, «Pour une définition...», p. 45.

⁹⁷ Cité par Robert Graham, «The Anarchist Contract», Howard J. Enrich (dir.). *Reinventing Anarchy, Again*, Edimbourg-San Francisco, AK Press Graham, 1996, p. 69.

mesurer l'ampleur : l'Empire, et son gendarme, l'État, sont aujourd'hui si forts et contrôlent si bien un ensemble de réseaux que la révolution globale est impossible et qu'il faut donc accepter l'inacceptable à court et moyen termes. D'où le «fatalisme» qui qualifie la radicalité et l'anarchisme contemporains, d'autant plus marquant lorsque comparés à l'enthousiasme de la génération 68⁹⁸. Les innovations conceptuelles négristes paraissent en dissonance avec leur contexte.

Certes, Negri affirme que deux options s'offrent à la multitude qui refuse de se départir de sa puissance au profit d'une élite politique (officielle ou «réformiste») et de sa production au profit de l'Empire : (1) la *désobéissance civile radicale* qui remet en cause même l'obéissance à l'État ; et (2) l'*exode*, qui permet de constituer et/ou d'occuper des lieux hors de l'emprise de l'État et de créer des Zones autonomes plus ou moins temporaires⁹⁹. Mais partant de ce constat, il poursuit en identifiant ici et là des signes annonciateurs d'une révolution globale et il affirme même que la rupture est presque inévitable puisque (1) la multitude désire la révolution, et (2) parce que le système est soumis à des contradictions internes qui entraîneraient sa corruption et sa décadence. Hardt et Negri affirment que «[l]'Empire crée un potentiel révolutionnaire plus grand que ne l'ont fait les régimes modernes de pouvoir¹⁰⁰». Il y a là une étrange dissonance entre les propos volontaristes et enthousiastes de Negri et l'esprit radical d'aujourd'hui.

Pour quiconque s'attarde à sonder cet esprit (analyse du discours et entrevues avec des militants, par exemple), un constat s'impose : le mot «révolution» est pratiquement absent du discours des groupes radicaux et anarchistes — au sens strict ou même large, ce qui inclut plusieurs groupes antiautoritaires féministes ou écologistes. Certes, quelques groupes d'activistes s'accrochent aujourd'hui à l'idée révolutionnaire qu'ils définissent de manière plutôt classique¹⁰¹. Cela dit, au Québec, la Convergence des luttes anti-capitalistes (CLAC) ne prônait pas la «révolution» sur Internet ni dans ses tracts et ses pamphlets. Un participant explique que «de temps à autre, quelqu'un arrive à la CLAC et déclare 'il faut faire la révolution, vous n'êtes pas révolutionnaires!'. Ça ne me convainc pas... Le mot 'révolution' a été tellement galvaudé. On parle maintenant de notre 'révolution personnelle', notre 'révolution intérieure'. Cela ne veut plus

⁹⁸ Francis Dupuis-Déri, «En deuil de révolution ?», *Argument* ; Luc Boltanski, «The Left after May 1968 and the longing for total revolution», *Thesis Eleven*. no. 69, 2002.

⁹⁹ Bey, *TAZ : Zone autonome temporaire* ; P. Virno, *Grammaire de la multitude*, pp. 74-77.

¹⁰⁰ Hardt & Negri, *Empire*, p. 474. Voir aussi p. 393 et pp. 493-496.

rien dire¹⁰².» Même idée chez une autre militante de la CLAC, qui précise : «La CLAC est révolutionnaire à long terme, mais ne se prétend pas révolutionnaire aujourd'hui : on n'a pas la population de notre côté et ce serait donc autoritaire que de vouloir faire la révolution sans l'appui de la population¹⁰³.» Chez les anarchistes français, on ne retrouve pas une seule fois le mot révolution, ni ses dérivés, dans le pamphlet de quatre pages qui annonce Village alternatif anticapitaliste anti-guerre (VAAAG)¹⁰⁴. Le mot révolution ou ses dérivés sont également absents du texte de présentation de la Convergence des luttes antiautoritaires et anticapitalistes contre le G8 (ClAACG8), une entité parapluie sous laquelle se retrouvent pour manifester contre le G8 des organisations françaises situées ouvertement à l'extrême gauche, comme Alternative libertaire, la Fédération anarchiste, l'Organisation communiste libertaire, l'Organisation socialiste libertaire et les anarcho-syndicalistes de la Confédération Nationale du Travail (CNT)¹⁰⁵. Cette absence de référence à la révolution n'est pas si nouvelle : Andy Chan avait déjà constaté la dissolution du discours révolutionnaire lorsqu'il avait réalisé des entrevues avec des anarchistes aux États-Unis et en Grande-Bretagne au début des années 1990. Il notait alors que «l'objectif auquel la plupart des répondants aspiraient n'était pas de fomenter la révolution¹⁰⁶». Mimmo D. Pucciarelli relevait lui aussi, grâce à une série d'entrevues, que rares étaient les anarchistes français de la fin des années 1990 à caresser un espoir révolutionnaire¹⁰⁷.

Sur Internet, Ariane Miéville, de la CNT, réagit le 17 février 2003 à un numéro spécial de la revue *Contretemps*, qui discute abondamment des thèses de Négri et de la révolution :

Nous ne croyons pas que la question à l'ordre du jour soit de savoir «qui l'emportera» au moment de la révolution. Non pas parce que nous croyons qu'un événement de type «insurrectionnel» soit impossible dans un pays où les mouvements sociaux sont souvent de grande ampleur. Mais parce que nous pensons que, dans le contexte actuel (aussi bien français qu'international), ce qui se passerait ensuite serait probablement une

¹⁰¹ Pour le Québec, c'est le cas, du côté anarchiste, de la Fédération des communistes libertaires du Nord-Est (NEFAC — North eastern federation of anarchist communists) et du collectif Hors d'œuvre ; et du Parti communiste révolutionnaire (PCR) du côté marxiste-léniniste.

¹⁰²Entrevue réalisée par l'auteur à Montréal, 10 janvier 2002, avec un homme de 31 ans.

¹⁰³Entrevue réalisée par l'auteur, à Montréal le 11 avril 2002, avec une femme de 20 ans. Pour plus d'information sur la CLAC, voir Francis Dupuis-Déri, « Contestation altermondialiste au Québec et renouveau de l'anarchisme », Anne Morelli, José Gotovitch (dirs.), *Contester dans un pays prospère : L'extrême gauche en Belgique et au Canada*, Bruxelles, IEP-PeterLang, 2007.

¹⁰⁴ Dupuis-Déri, « L'utopie est dans les prés... ».

¹⁰⁵*Le journal de la CLAAC G8!*, no. 1, mars 2003.

¹⁰⁶Andy Chan, "Anarchists, violence and social change: Perspectives from today's grassroots", *Anarchist Studies*, 3, 1995, p. 65.

¹⁰⁷Mimmo D. Pucciarelli, *L'imaginaire des libertaires d'aujourd'hui*, Lyon, Atelier de création libertaire, 1999, p. 262-288.

nouvelle révolution trahie. Malgré tout ce qui peut se dire dans des rencontres comme le Forum social, la majorité des exploités ne partage pas, aujourd'hui, les idées qui sont celles des anti-capitalistes¹⁰⁸.

Aujourd'hui, les activistes semblent accepter de se limiter à des actes souterrains, marginaux, et de canaliser leur rage contre le système dans des actes de résistance qu'ils savent sans lendemain qui chante. «Soyez raisonnables, demandez le possible !», serait donc le slogan des rebelles d'aujourd'hui. Une telle attitude limitera sans doute l'effet performatif du discours de Negri.

¹⁰⁸ Source Internet : <http://cnt-ait.info/article.php3?id_article=859>.